

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1983-1984

30 MAI 1984

**Proposition de loi modifiant l'article 105
du Code électoral**

**RAPPORT
FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE L'INTERIEUR
PAR M. GERITS**

La présente proposition de loi était inscrite à l'ordre du jour des réunions de la Commission de l'Intérieur du 27 mars et des 9 et 23 mai 1984.

**

L'article 51 de la Constitution dispose que « les membres de la Chambre des représentants sont élus pour quatre ans » et « la Chambre est renouvelée tous les quatre ans ».

L'article 55 de la Constitution porte une disposition analogue : « Les sénateurs sont élus pour quatre ans. Le Sénat est renouvelé intégralement tous les quatre ans. »

D'après les auteurs de la présente proposition de loi, le texte actuel de l'article 105 du Code électoral n'est pas

Ont participé aux travaux de la Commission :

Membres effectifs : MM. Paque, président; Adriaensens, André, De Baere, De Kerpel, Geldolf, J. Gillet, Gramme, Grosjean, Hubin, Luyten, Mouton, Mme Panneels-Van Baelen, MM. E. Peetermans, T. Toussaint, Vandenhoute, Vandermarliere, Vandezande, Van Herreweghe, Van houtte, Van Rompaey et Gerits, rapporteur.

Membres suppléants : MM. Bossicart, Claeys et du Monceau de Bergendal.

R. A 12947

Voir :

Document du Sénat :

645 (1983-1984) : N° 1 : Proposition de loi.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 1983-1984

30 MEI 1984

**Voorstel van wet tot wijziging van artikel 105
van het Kieswetboek**

**VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER GERITS**

Dit voorstel van wet is aan de orde gekomen ter vergadering van de Commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden van 27 maart en van 9 en 23 mei 1984.

**

Artikel 51 van de Grondwet bepaalt dat « de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden gekozen voor vier jaar » en « dat de Kamer om de vier jaar vernieuwd wordt ».

Artikel 55 van de Grondwet houdt eenzelfde voorschrift in, luidende : « De senatoren worden gekozen voor vier jaar. De Senaat wordt om de vier jaar geheel vernieuwd. »

De huidige tekst van artikel 105 van het Kieswetboek is volgens de indieners van voorliggend wetsvoorstel, niet in

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : de heren Paque, voorzitter; Adriaensens, André, De Baere, De Kerpel, Geldolf, J. Gillet, Gramme, Grosjean, Hubin, Luyten, Mouton, Mevr. Panneel-Van Baelen, de heren E. Peetermans, T. Toussaint, Vandenhoute, Vandermarliere, Vandezande, Van Herreweghe, Van houtte, Van Rompaey en Gerits, verslaggever.

Plaatsvervangers : de heren Bossicart, Claeys en du Monceau de Bergendal.

R. A 12947

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

645 (1983-1984) : N° 1 : Voorstel van wet.

conforme au prescrit constitutionnel. Aussi leur objectif principal est-il de mettre ledit Code en concordance avec la Constitution.

Ils invoquent subsidiairement la nécessité pour les parlementaires de pouvoir disposer d'une période suffisamment longue afin d'accomplir correctement leur mandat. Or, l'article 105 actuel du Code électoral peut réduire la législature à 3,5 ans.

Le Ministre estime que la proposition à l'examen résout le problème juridique de la priorité de la Constitution ou de la loi, auquel on se heurtait sans cesse. Il qualifie cette initiative parlementaire de louable et trouve qu'elle apporte la clarté.

Il signale avoir demandé l'avis du Conseil d'Etat sur la proposition; celui-ci, en son avis du 11 avril 1984, ne fait pas la moindre réserve. Avec l'autorisation du Ministre, cet avis est joint en annexe au présent rapport.

**

Plusieurs membres font des remarques, qui peuvent se résumer comme suit :

1. Le Code électoral actuel prévoit en son article 105 que la réunion ordinaire des collèges électoraux a lieu le quatrième dimanche de mai.

Un membre estime que si l'on a voté pareille disposition, c'est pour éviter que le nouveau gouvernement ne doive gérer le pays pendant la prochaine année budgétaire sur la base d'un budget établi par le gouvernement précédent. En organisant les élections en mai, on permet à la nouvelle majorité de confectionner son propre budget.

Un sénateur estime au contraire que si l'on organise les élections en mai, le pays n'est plus gouverné au cours des premiers mois de l'année des élections.

2. Un autre membre estime que l'on a donné la préférence au mois de mai parce qu'il s'agit d'une époque favorable : en dehors de la période des examens, conditions atmosphériques meilleures, etc.

3. Un sénateur craint que l'adoption de la proposition de loi n'ait pour conséquence que, si un gouvernement tombe pendant les vacances, il ne faille nécessairement organiser toutes les élections suivantes au cours de cette même période.

Il lui est répondu qu'il peut y avoir dissolution anticipée des Chambres, comme cela s'est fait, à plusieurs reprises dans le passé.

4. Un sénateur propose de remplacer la notion de « date anniversaire de l'élection législative précédente » par celle de « durée du mandat ».

overeenstemming met beide Grondwettelijke bepalingen. Het in overeenstemming brengen van het Kieswetboek met de Grondwet is dan ook het voornaamste motief van de indieners van het voorstel van wet.

Een ondergeschikte verantwoording vinden de indieners in de noodzakelijkheid voor de parlementairen, om over een voldoende lange periode te kunnen beschikken om hun parlementaire taak naar behoren te kunnen uitoefenen; met het huidige artikel 105 van het Kieswetboek kan de legislatuur namelijk beperkt worden tot 3,5 jaar.

De Minister is de mening toegedaan dat het voorstel van wet het steeds weerkerende juridische probleem in verband met de prioriteit van Grondwet of van wet oplost. Hij verklaart dat dit parlementaire initiatief lovenswaardig is en verhelderend werkt.

De Minister deelt mede dat hij aan de Raad van State om advies heeft verzocht betreffende voorliggend wetsvoorstel; het op 11 april 1984 gegeven advies maakt geen enkel voorbehoud. Met toelating van de Minister wordt dit advies als bijlage toegevoegd aan dit verslag.

**

Door meerdere leden worden opmerkingen gemaakt, die als volgt kunnen samengevat worden :

1. Het huidige Kieswetboek voorziet in zijn artikel 105 dat de gewone vergadering van het Kiescollege plaatsvindt de vierde zondag van mei.

Een lid meent dat dit zo aangenomen werd om uit te sluiten dat de nieuwe Regering het land, gedurende het komende begrotingsjaar, moet beheren op basis van een begroting door een vorige Regering opgesteld. Verkiezingen in mei laten de nieuwe meerderheid toe een eigen begroting op te stellen.

Een senator meent daarentegen dat verkiezingen in mei tot gevolg hebben dat het land de eerste maanden van het verkiezingsjaar niet meer geregeerd wordt.

2. Een ander lid meent dat de maand mei de voorkeur heeft genoten wegens het gunstige tijdstip : gelegen buiten de examenperiode, betere weersomstandigheden, enz.

3. Een senator vreest dat het stemmen van het wetsvoorstel tot gevolg zal hebben dat bij een val van de Regering in de vakantieperiode, elke volgende verkiezing noodzakelijkerwijze zal moeten plaatsvinden in dezelfde periode.

Hierop wordt gerepliceerd dat voortijdige ontbindingen mogelijk zijn, zoals uit het verleden herhaaldelijk gebleken is.

4. Een senator stelt voor het begrip « verjaardag van de vorige parlementsverkiezing » te vervangen door het begrip « duur van het mandaat ».

Un membre estime que cela nuirait au bon fonctionnement de l'Etat, étant donné qu'ainsi, le pays ne serait pas gouverné durant des mois.

5. Plusieurs commissaires sont partisans d'élections législatives à date fixe.

Un membre demande pourquoi la proposition de loi prévoit : « le dimanche qui précède la date anniversaire de l'élection législative précédente. » La conséquence en sera que la législature ne durera pas quatre années complètes.

Un sénateur souligne qu'avant d'instaurer un parlement de législature, il faudrait d'abord modifier la Constitution. Il ajoute que le fait de fixer la date des élections au dimanche précédant la date anniversaire de l'élection législative précédente permet d'obtenir une législature de quatre années à quelques jours près. La durée de quatre années entières ne pourrait être atteinte que si l'on prévoyait que les élections peuvent aussi avoir lieu en semaine.

Un membre propose de prévoir la possibilité d'organiser les élections un jour ouvrable. Cette proposition soulève plusieurs objections pratiques, notamment le fait que cela poserait bien des problèmes aux écoles qui cèdent des locaux pour les besoins des opérations électorales.

Un autre membre propose d'organiser les élections un samedi; de cette manière, les isolements pourraient être démontrés dès le dimanche. Cela entraînerait toutefois des frais supplémentaires de main-d'œuvre, puisqu'il faudrait payer le personnel affecté à cette tâche.

6. Un membre propose par voie d'amendement de ne faire entrer en vigueur la future loi qu'après les prochaines élections législatives (voir *infra*).

7. Un membre, reprenant les paroles prononcées par le président de son groupe en séance publique du Sénat du mercredi 31 mars 1984, estime que la majorité actuelle renie en 1984, pour des raisons évidentes d'opportunité politique, ce qu'elle a elle-même proposé en 1976 en avançant des motifs juridiques légitimes. Cette manière de faire se situe dans la ligne de l'effacement du Parlement au profit du Gouvernement.

8. Un membre se réfère à une note du président de la Chambre du 30 novembre 1983, qui dit que les élections ne doivent avoir lieu qu'en mai 1986. Elle se fonde sur le texte français de l'article 240 du Code électoral, qui est rédigé comme suit : « ...au mois de mai de la quatrième année qui suit l'expiration de l'année au cours de laquelle le renouvellement intégral extraordinaire a eu lieu ». Tenant compte des années civiles et non des années politiques, le président de la Chambre arrive à la conclusion que les élections doivent avoir lieu le 25 mai 1986 : pour lui, l'année pendant laquelle le renouvellement a eu lieu va des élections à l'ouverture de la session parlementaire suivante (novembre 1981 - octobre 1982).

Een lid meent dat een dergelijk standpunt nefast is voor het goed functioneren van de Staat aangezien het land op die manier ongeregeerd zal blijven gedurende maanden.

5. Meerdere leden zijn voorstander van het vaststellen van een vaste datum voor de parlementaire verkiezingen.

Een lid stelt de vraag waarom het voorstel van wet een zondag voorafgaand aan de verjaardag van de vorige parlementsverkiezingen, voorziet : hierdoor zal de legislatuur geen volle vier jaar duren.

Een senator wijst erop dat voor het instellen van een legislatuurparlement, een Grondwetsherziening nodig is. Hij voegt hieraan toe dat het vaststellen van de verkiezingen op de zondag voorafgaand aan de verjaardag van de vorige parlementsverkiezing, tot gevolg heeft dat de volle vier jaar op een paar dagen na bereikt wordt. De volle vier jaar kunnen slechts bereikt worden zo men de verkiezingen ook tijdens de week laat doorgaan.

Een lid stelt voor de verkiezingen inderdaad eventueel op een werkdag te laten plaatsvinden. Hiertegen worden meerdere praktische bezwaren geuit o.a. het feit dat dit heel wat problemen zou stellen aan de scholen die lokalen ter beschikking stellen voor de verkiezingen.

Een ander lid suggereert de verkiezingen te laten plaatsvinden op een zaterdag; op die manier kunnen de kieshokjes weer 's zondags worden afgebroken. Dit veronderstelt echter bijkomende loonkosten voor het personeel dat hiervoor opgeroepen wordt.

6. Een lid stelt voor en dient hieromtrent trouwens een amendement in, om het voorstel van wet slechts in werking te laten treden na de eerstvolgende parlementsverkiezingen. (zie *infra*).

7. Een lid meent, en het haalt hiervoor de woorden aan van zijn fractievoorzitter, uitgesproken tijdens de openbare vergadering van de Senaat op woensdag 31 maart 1984, dat de huidige meerderheid in 1984 om evidente politieke opportunistische redenen afzweert wat zij in 1976 op terecht juridische gronden zelf heeft voorgesteld. Dit ligt in de lijn van de verdere onttrooning van het Parlement ten voordele van de Regering.

8. Een lid verwijst naar een nota van de Kamervoorzitter, d.d. 30 november 1983, waarbij gesteld wordt dat de verkiezingen pas in mei 1986 dienen plaats te hebben. Hiervoor baseert hij zich op de Franse tekst van artikel 240 van het Kieswetboek, die luidt als volgt : « ...au mois de mai de la quatrième année qui suit l'expiration de l'année au cours de laquelle le renouvellement intégral extraordinaire a eu lieu ». Rekenend met burgerlijke en niet met politieke jaren komt de Kamervoorzitter tot het besluit dat de verkiezingen plaats moeten vinden op 25 mei 1986 : voor de Kamervoorzitter loopt het jaar waarin de vernieuwing plaats had, van de verkiezing tot de opening van de volgende parlementaire zitting (november 1981 - oktober 1982).

La quatrième année qui suit est, dans son optique, l'année allant d'octobre 1985 à octobre 1986; c'est pourquoi les élections devraient avoir lieu en mai 1986.

Plusieurs membres soulignent que cette interprétation est en contradiction avec le point de vue adopté par le ministre de l'Intérieur et qu'elle est, par ailleurs, contraire à l'avis que le Conseil d'Etat a émis sur la proposition qui nous occupe.

Un membre, qui appuie celle-ci, fait observer que le président de la Chambre fonde exclusivement son argumentation sur le texte français de l'article 240 du Code électoral. Le texte néerlandais n'est pas susceptible de pareille interprétation et l'abrogation de l'article 240, prévue dans un amendement, résout ce problème d'interprétation.

**

Des amendements sont déposés, qui visent à remplacer l'article unique de la proposition de loi par quatre articles. Ceux-ci sont repris dans le texte adopté par la Commission (voir pages 7, 8 et 9).

Ces amendements sont justifiés comme suit :

Article 1^{er}

La proposition fait débiter la législature à la date de l'élection, cette date étant celle retenue comme point de départ du délai de quatre années à l'issue duquel doit avoir lieu la nouvelle élection.

Or, la plupart des auteurs (1) s'accordent à dire que la législature ne débute que lorsque les nouvelles Chambres ont constitué leur bureau, c'est-à-dire en ce qui concerne le Sénat, lorsque non seulement les élus directs mais aussi les sénateurs provinciaux et cooptés ont été désignés.

Il existe d'ailleurs un obstacle juridique majeur à faire débiter la législature à la date de l'élection. En effet, en vertu de l'article 239 du Code électoral, les sénateurs provinciaux et cooptés demeurent respectivement en fonction, les premiers jusqu'au troisième lundi suivant la date de l'élection et les seconds jusqu'à la veille de la première réunion ordinaire ou extraordinaire du Sénat renouvelé. Ce qui signifierait dès lors qu'un certain nombre de sénateurs issus de l'ancienne législature resteraient temporairement en fonction, concurremment avec les sénateurs élus directement par la nouvelle élection. Il paraît inconcevable sur le plan juridique que la législature nouvelle puisse commencer alors que le mandat d'un certain nombre de sénateurs ne serait pas terminé et que ce mandat pourrait ne pas être renouvelé.

L'amendement envisage deux hypothèses, à savoir d'une part (§ 1^{er}) le renouvellement ordinaire des deux chambres faisant suite à un autre renouvellement ordinaire et d'autre

Het vierde jaar dat daarop volgt is in zijn optiek oktober 1985 - oktober 1986; derhalve dienen de verkiezingen in mei 1986 plaats te vinden.

Meerdere leden wijzen erop dat die interpretatie in tegenpraak is met het door de Minister van Binnenlandse Zaken ingenomen standpunt en trouwens strijdig is met het advies van de Raad van State op voorliggend wetsvoorstel.

Een lid, dat het voorstel van wet steunt, wijst erop dat de Kamervoorzitter zijn argumentatie uitsluitend baseert op de Franse tekst van artikel 240 van het Kieswetboek. De Nederlandse tekst geeft geen aanleiding tot deze interpretatie. De schrapping van artikel 240, zoals voorzien in een amendement, lost het interpretatieprobleem op.

**

Er worden amendementen ingediend die tot doel hebben het enig artikel van het wetsvoorstel te vervangen door vier artikelen. De in deze amendementen voorgestelde nieuwe artikelen zijn opgenomen in de tekst aangenomen door de Commissie (zie bladzijden 7, 8 en 9).

De amendementen kregen volgende verantwoording :

Artikel 1

Krachtens het voorstel begint de zittingstermijn op de datum van de verkiezing, welke datum wordt gekozen als uitgangspunt van de termijn van vier jaar na verloop waarvan de nieuwe verkiezing moet plaats hebben.

De meeste auteurs (1) zijn het erover eens dat de zittingsstermijn eerst begint wanneer de nieuwe Kamers hun bureau hebben samengesteld, dat wil zeggen, wat de Senaat betreft, wanneer niet alleen de rechtstreeks verkozenen maar ook de provinciale en de gecoöpteerde senatoren zijn aangewezen.

Er bestaat trouwens een ernstig juridisch bezwaar tegen de dag van de verkiezing als aanvangsdatum van de zittingsstermijn. Krachtens artikel 239 van het Kieswetboek blijven de provinciale senatoren in functie tot de derde maandag volgend op de dag van de verkiezing en de gecoöpteerde senatoren tot de dag vóór de eerste gewone of buitengewone vergadering van de vernieuwde Senaat. Dat zou dus betekenen dat een aantal senatoren van de oude zittingstermijn tijdelijk in functie zouden blijven tegelijk met de senatoren die rechtstreeks verkozen zijn bij de nieuwe verkiezing. Op juridisch vlak lijkt het ondenkbaar dat de nieuwe zittingsstermijn zou kunnen beginnen, terwijl het mandaat van een aantal senatoren niet zou beëindigd zijn en dat mandaat wellicht niet zou worden vernieuwd.

Het amendement neemt twee hypothesen in aanmerking, namelijk enerzijds (§ 1) de gewone vernieuwing van beide Kamers die volgt op een andere gewone vernieuwing en

(1) Notamment Pierre Wigny, *Cours de droit constitutionnel* 1973, pages 215 et 218, et Robert Senelle, *La Constitution belge commentée*, 1974, page 248.

(1) Met name Pierre Wigny, *Cours de droit constitutionnel*, 1973 blz. 215 en 218, en Robert Senelle, *La Constitution belge commentée*, 1974, blz. 248.

part (§ 2), le premier renouvellement ordinaire faisant suite à une dissolution anticipée des deux Chambres ou de l'une d'elles. L'hypothèse de la dissolution séparée des deux Chambres doit nécessairement être prévue puisqu'en vertu de l'article 71 de la Constitution, le Roi dispose d'un tel droit de dissolution.

Article 2

La proposition n'abroge pas l'article 240 du Code électoral qui cependant fait également référence au mois de mai pour la tenue de la première élection ordinaire faisant suite à une dissolution anticipée des deux Chambres ou de l'une d'elles. En outre, le libellé proposé ne tient pas compte de l'hypothèse — prévue à l'article 71 de la Constitution — où les Chambres à renouveler ont été dissoutes séparément.

Article 3

La proposition ne modifie pas les dispositions du Code électoral qui se réfèrent à la date du 1^{er} avril prévue à l'article 14 dudit Code pour l'établissement de la liste des électeurs : outre ledit article 14, il s'agit des articles 15, 16, 17, 95, §§ 12 et 13, et 107 du même Code. Il est évident que la date du 1^{er} avril a été fixée en fonction de la date retenue par l'article 105 pour l'élection ordinaire (le quatrième dimanche de mai). Dès l'instant où on supprime la référence au mois de mai pour la tenue de cette élection, il s'indique, si l'on veut rester logique avec cette suppression, de faire choix d'une autre date dans les dispositions précitées. La liste des électeurs devrait ainsi être dressée non plus à la date du 1^{er} avril, mais le 1^{er} du mois qui précède celui au cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en application du libellé proposé pour l'article 105.

Article 4

La proposition ne modifie pas l'article 29 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales qui fixe également au quatrième dimanche de mai la date de ces élections. Cet article doit cependant être nécessairement modifié puisque de nos jours, les conseils provinciaux sont toujours renouvelés en même temps que les Chambres.

A noter que si aux termes de l'article 56quater de la Constitution, le Roi a la faculté et non l'obligation de dissoudre les conseils provinciaux en cas de dissolution du Sénat, ces conseils sont, depuis de nombreuses années, dissous chaque fois qu'une dissolution anticipée des Chambres intervient.

Le § 1^{er} se réfère aux deux hypothèses prévues par l'article 105, à savoir d'une part, le renouvellement ordinaire des conseils provinciaux, coïncidant avec celui du Sénat et faisant suite à un autre renouvellement ordinaire de ces assemblées, et d'autre part, le premier renouvellement ordinaire des

anderzijds (§ 2) de eerste gewone vernieuwing die volgt op een voortijdige ontbinding van beide Kamers of van een ervan. Er moet noodzakelijkerwijze worden voorzien in de hypothese van de afzonderlijke ontbinding van beide Kamers, aangezien de Koning, krachtens artikel 71 van de Grondwet, zulk een recht tot ontbinding heeft.

Artikel 2

Het voorstel voorziet niet in de opheffing van artikel 240 van het Kieswetboek, dat ook verwijst naar de maand mei voor het houden van de eerste gewone verkiezing die volgt op een voortijdige ontbinding van beide Kamers of van een ervan. De voorgestelde tekst houdt bovendien geen rekening met het geval — bepaald in artikel 71 van de Grondwet — dat de te vernieuwen Kamers afzonderlijk zijn ontbonden.

Artikel 3

Het voorstel brengt geen wijzigingen aan in de bepalingen van het Kieswetboek die verwijzen naar de datum van 1 april, vastgelegd in artikel 14 van dat Wetboek, voor het opmaken van de kieserslijst : het gaat hier, behalve artikel 14, om de artikelen 15, 16, 17, 95, §§ 12 en 13, en 107 van hetzelfde Wetboek. Het spreekt vanzelf dat de datum van 1 april werd vastgesteld op grond van de datum die artikel 105 bepaalt voor de gewone verkiezingen (de vierde zondag van mei). Maar als men de verwijzing naar de maand mei voor het houden van die verkiezingen loslaat, moet men, om logisch te blijven met zichzelf, in de voornoemde bepalingen een andere datum vaststellen. De kieserslijst zou aldus niet langer op 1 april moeten worden opgemaakt, maar op de eerste dag van de maand voor die tijdens welke de gewone verkiezing moet plaatshebben met toepassing van de tekst voorgesteld voor artikel 105.

Artikel 4

Het voorstel brengt geen wijzigingen aan in artikel 29 van de organieke wet van 19 oktober 1921 op de provincieraadsverkiezingen, die de datum van die verkiezingen eveneens op de vierde zondag van mei vaststelt. Dit artikel moet evenwel noodzakelijkerwijze worden gewijzigd omdat tegenwoordig de provincieraden steeds tegelijkertijd met de Wetgevende Kamers worden vernieuwd.

Op te merken valt dat, hoewel de Koning volgens artikel 56quater van de Grondwet in geval van ontbinding van de Senaat, de provincieraden kan maar niet moet ontbinden, die raden sinds verschillende jaren ontbonden worden telkens wanneer de Kamers vervroegd worden ontbonden.

Paragraaf 1 betreft de twee mogelijkheden waarin artikel 105 voorziet, namelijk enerzijds de gewone vernieuwing van de provincieraden samen met die van de Senaat na een andere gewone vernieuwing van die assemblées, en anderzijds de eerste gewone vernieuwing van de provincieraden

conseils provinciaux, coïncidant avec celui du Sénat et faisant suite à un renouvellement extraordinaire de ces assemblées.

Le § 2 quant à lui se réfère à l'hypothèse où les conseils provinciaux sont renouvelés sans que le Sénat le soit simultanément : en vertu de l'article 56quater de la Constitution, le Roi peut en effet dissoudre les conseils provinciaux en cas de dissolution du Sénat mais il n'en a pas l'obligation : autrement dit, le renouvellement des conseils provinciaux ne coïncide pas nécessairement avec celui du Sénat.

Les amendements proposant un article 1^{er} et un article 2 nouveaux sont adoptés par 10 voix contre 3.

Les amendements proposant un article 3 et un article 4 nouveaux sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

Un autre amendement vise à ajouter un article final, libellé comme suit : « *La présente loi entre en vigueur le premier jour qui suit la date des prochaines élections législatives.* »

Il est justifié comme suit : « *Il n'est pas opportun de modifier, en cours de législature, la loi électorale.* »

Ses auteurs insistent beaucoup sur le fait qu'il est inconvenant de changer les règles du jeu en cours de partie.

Un sénateur considère que le raisonnement qui se trouve à la base de la proposition est indivisible : si l'on est d'accord sur la logique des arguments invoqués, la future loi doit être d'application immédiate, et l'on ne saurait admettre d'en suspendre l'application pendant une période déterminée, ce pour des motifs purement politiques.

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 3.

La proposition de loi amendée a été adoptée par 11 voix contre 3.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 18 membres présents.

Le Rapporteur,
J. GERITS.

Le Président,
G. PAQUE.

samen met die van de Senaat na een buitengewone vernieuwing van die assemblées.

Paragraaf 2 betreft het geval dat de provincieraden worden vernieuwd zonder gelijktijdige vernieuwing van de Senaat; krachtens artikel 56quater van de Grondwet kan de Koning immers de provincieraden ontbinden in geval van ontbinding van de Senaat, maar is hij daartoe niet verplicht; met andere woorden, de vernieuwing van de provincieraden valt niet noodzakelijk samen met die van de Senaat.

De amendementen die voorzien in een nieuw artikel 1 en in een nieuw artikel 2 worden aangenomen met 10 stemmen tegen 3.

De amendementen die voorziet in een nieuw artikel 3 en in een nieuw artikel 4 worden aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

Een ander amendement strekt ertoe een eindartikel toe te voegen, luidende als volgt : « *Deze wet treedt in werking de eerste dag na de eerstvolgende parlementsverkiezingen.* »

Dit amendement wordt als volgt verantwoord : « *Het is niet goed om de Kieswet in de loop van de legislatuur te wijzigen.* »

De indieners van dit amendement leggen zeer sterk de nadruk op het feit dat het onfatsoenlijk is de spelregels tijdens het spel te wijzigen.

Een senator meent dat de redenering die aan de basis ligt van het wetsvoorstel, ondeelbaar is : zo men de aangevoerde logica aanvaardt, dient het wetsvoorstel onmiddellijk uitvoerbaar te worden en kan men niet toelaten dat de uitvoerbaarheid ervan gedurende een bepaalde periode geschorst wordt en dit om zuiver politieke motieven.

Het amendement wordt verworpen met 10 stemmen tegen 3.

Het geamendeerde voorstel van wet wordt aangenomen met 11 stemmen tegen 3.

Dit verslag is goedgekeurd bij eenparigheid van de 18 aanwezige leden.

De Verslaggever,
J. GERITS.

De Voorzitter,
G. PAQUE.

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

NOUVEL INTITULE

NIEUW OPSCHRIFT

Proposition de loi modifiant les articles 14, 15, 16, 17, 95, 105, 107 et 240 du Code électoral et l'article 29 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales

Voorstel van wet tot wijziging van de artikelen 14, 15, 16, 17, 95, 105, 107 en 240 van het Kieswetboek en van artikel 29 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen

ARTICLE 1^{er}

ARTIKEL 1

L'article 105 du Code électoral est remplacé par la disposition suivante :

Artikel 105 van het Kieswetboek wordt vervangen als volgt :

« Article 105. — § 1^{er}. La réunion ordinaire des collèges électoraux à l'effet de pourvoir au remplacement des représentants et sénateurs sortants a lieu le premier dimanche qui suit l'expiration d'un délai de quatre années prenant cours à la date à laquelle il a été procédé à la désignation des sénateurs cooptés lors de l'élection ordinaire précédente.

« Artikel 105. — § 1. De gewone vergadering van de kiescolleges voor de vervanging van de aftredende volksvertegenwoordigers en senatoren heeft plaats de eerste zondag die volgt op het verstrijken van een termijn van vier jaar die ingaat op de dag waarop de gecoöpteerde senatoren zijn aangewezen bij de vorige gewone verkiezing.

Si le dimanche visé à l'alinéa précédent coïncide avec un jour férié légal, l'élection est remise au dimanche suivant.

Indien de zondag genoemd in het vorige lid, samenvalt met een wettelijke feestdag, wordt de verkiezing tot de volgende zondag uitgesteld.

§ 2. Le premier renouvellement ordinaire suivant un renouvellement intégral extraordinaire a lieu soit pour les deux Chambres, soit pour celle qui seule a été renouvelée extraordinairement, le premier dimanche qui suit l'expiration d'un délai de quatre années prenant cours soit à la date à laquelle il a été procédé à la désignation des sénateurs cooptés au cas où les deux Chambres simultanément ou le seul Sénat ont été renouvelés extraordinairement, soit à la date à laquelle a eu lieu l'élection extraordinaire au cas où seule la Chambre des Représentants a été renouvelée extraordinairement.

§ 2. De eerste gewone vernieuwing volgend op een buitengewone volledige vernieuwing heeft plaats hetzij voor beide Kamers, hetzij alleen voor die welke buitengewoon vernieuwd is, op de eerste zondag die volgt op het verstrijken van een termijn van vier jaar die ingaat hetzij op de datum waarop de gecoöpteerde senatoren zijn aangewezen ingeval beide Kamers tegelijk of alleen de Senaat buitengewoon zijn vernieuwd, hetzij op de datum waarop de buitengewone verkiezing heeft plaatsgehad ingeval alleen de Kamer van Volksvertegenwoordigers buitengewoon vernieuwd is.

Si le dimanche visé à l'alinéa précédent coïncide avec un jour férié légal, l'élection est remise au dimanche suivant. »

Indien de zondag genoemd in het vorige lid, samenvalt met een wettelijke feestdag, wordt de verkiezing tot de volgende zondag uitgesteld. »

ART. 2

ART. 2

L'article 240 du même Code est abrogé.

Artikel 240 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

ART. 3

ART. 3

a) Dans la première phrase de l'alinéa 1^{er} de l'article 14 du même Code, les mots « le 1^{er} avril » sont remplacés par les mots « le 1^{er} du mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 »;

a) In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden in de eerste volzin de woorden « op 1 april » vervangen door de woorden « op de eerste dag van de maand voor die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 »;

b) Dans la deuxième phrase de l'alinéa 1^{er} de l'article 14 du même Code, les mots « à la date du 1^{er} avril » sont remplacés par les mots « à la date à laquelle la liste doit être dressée »;

b) In artikel 14, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden in de tweede volzin de woorden « op 1 april » vervangen door de woorden « op de datum waarop de lijst opgemaakt moet zijn »;

c) Dans la deuxième phrase de l'alinéa 2 de l'article 14 du même Code, les mots « depuis le 1^{er} avril » sont rem-

c) In artikel 14, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden in de tweede volzin de woorden « van 1 april » vervangen

placés par les mots « depuis la date à laquelle la liste visée à l'alinéa précédent a été dressée »;

d) Dans la troisième phrase de l'alinéa 2 de l'article 14 du même Code, les mots « De la liste dressée le 1^{er} avril » sont remplacés par les mots « De la susdite liste visée à l'alinéa précédent » et les mots « depuis cette date » par les mots « depuis la date à laquelle elle a été dressée »;

e) Dans l'article 15, premier alinéa, du même Code, les mots « Le 1^{er} juin, au plus tard, » sont remplacés par les mots « Chaque année, au plus tard le 1^{er} du mois qui suit celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 »;

f) Dans l'article 15, premier alinéa, du même Code, les mots « dressée le 1^{er} avril » sont remplacés par les mots « visée à l'article 14, alinéa 1^{er} »;

g) Dans l'article 15, premier alinéa, du même Code, les mots « depuis le 1^{er} avril » sont remplacés par les mots « depuis la date à laquelle la susdite liste visée à l'article 14, alinéa 1^{er}, a été dressée »;

h) Dans l'article 15, deuxième alinéa, du même Code, les mots « le 20 avril » sont remplacés par les mots « le 15 du mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection doit avoir lieu en exécution de l'article 105 ».

i) Dans l'article 16 du même Code, les mots « pendant le mois d'avril » sont remplacés par les mots « durant le mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 ».

j) Dans l'article 17 du même Code, les mots « le 15 mars » sont remplacés par les mots « le 15 du deuxième mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 ».

k) Dans la deuxième phrase du § 12, alinéa 1^{er}, de l'article 95 du même Code, les mots « dans le courant du mois de mars » sont remplacés par les mots « durant le deuxième mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 ».

l) Dans le § 13 de l'article 95 du même Code :

1. les mots « avant le mois d'avril » sont remplacés par les mots « durant le deuxième mois qui précède celui dans le cours duquel l'élection ordinaire doit avoir lieu en exécution de l'article 105 »;

2. les mots « entre le 22 mai prochain et le 22 mai de l'année suivante » sont supprimés.

m) Dans l'article 107, alinéa 4, du même Code le point 1 est remplacé par le texte suivant :

« 1. Si l'élection a lieu à la date fixée par l'article 105, les électeurs inscrits au registre des électeurs à la date visée à l'article 14, alinéa 1^{er}, ainsi que ceux qui, entre cette date et la date de l'élection, ont été inscrits au registre des élec-

door de woorden « van de datum waarop de lijst bedoeld in het voorgaande lid is opgemaakt »;

d) In artikel 14, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden in de derde volzin de woorden « Van de op 1 april gemaakte lijst » vervangen door de woorden « Van de lijst bedoeld in het voorgaande lid » en worden de woorden « sedert deze datum » vervangen door de woorden « sedert de datum waarop die lijst is opgemaakt »;

e) In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « uiterlijk op 1 juni » vervangen door de woorden « ieder jaar, uiterlijk de eerste van de maand na die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 »;

f) In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « van de op 1 april opgemaakte lijst van kiezers » vervangen door de woorden « van de lijst van kiezers bedoeld in artikel 14, eerste lid »;

g) In artikel 15, eerste lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « sedert 1 april » vervangen door de woorden « sedert de datum waarop de lijst bedoeld in artikel 14, eerste lid, is opgemaakt »;

h) In artikel 15, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « uiterlijk op 20 april plaats » vervangen door de woorden « uiterlijk plaats op de 15e van de maand voor die waarin de verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 »;

i) In artikel 16 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « tijdens de maand april » vervangen door de woorden « tijdens de maand voor die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 »;

j) In artikel 17 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « 15 maart » vervangen door de woorden « de 15e van de tweede maand voor die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 »;

k) In artikel 95, § 12, eerste lid, worden in de tweede volzin de woorden « in de loop van de maand maart » vervangen door de woorden « in de loop van de tweede maand voor die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 »;

l) In artikel 95 § 13, van hetzelfde Wetboek :

1. worden de woorden « voor de maand april » vervangen door de woorden « in de loop van de tweede maand voor die waarin de gewone verkiezing plaats moet hebben ter uitvoering van artikel 105 »;

2. vervallen de woorden « tussen 22 mei daaropvolgend en 22 mei van het volgend jaar »;

m) In artikel 107, vierde lid, van hetzelfde Wetboek wordt het bepaalde onder 1 vervangen als volgt :

« 1. Ingeval de verkiezing plaats heeft op de datum bepaald bij artikel 105, de kiezers die op de datum bedoeld in artikel 14, eerste lid, in het kiezersregister zijn ingeschreven, alsmede degenen die tussen die datum en de datum van de

teurs suite à une décision du collège des bourgmestre et échevins ou un arrêt de la cour d'appel. »

ART. 4

L'article 29 de la loi du 19 octobre 1921 organique des élections provinciales est remplacé par la disposition suivante :

« Article 29. — § 1^{er}. La réunion ordinaire des collèges électoraux à l'effet de pourvoir au renouvellement intégral des conseils provinciaux a lieu à la date fixée en exécution de l'article 105 du code électoral, si ce renouvellement coïncide avec celui du Sénat.

§ 2. Dans le cas contraire, cette réunion a lieu le premier dimanche qui suit l'expiration d'un délai de quatre années prenant cours à la date à laquelle il a été procédé à l'élection précédente.

Si le dimanche visé à l'alinéa précédent coïncide avec un jour férié légal, l'élection est remise au dimanche suivant. »

verkiezing in het kiezersregister zijn ingeschreven ingevolge een beslissing van het college van burgemeester en schepenen of een arrest van het hof van beroep. »

ART. 4

Artikel 29 van de wet van 19 oktober 1921 tot regeling van de provincieraadsverkiezingen wordt vervangen als volgt :

« Artikel 29. — § 1. De gewone verkiezingen tot algehele vernieuwing van de provincieraden worden gehouden op de datum bepaald ter uitvoering van artikel 105 van het Kieswetboek, indien deze vernieuwing samenvalt met die van de Senaat.

§ 2. In het tegenovergestelde geval worden die verkiezingen gehouden de eerste zondag die volgt op het verstrijken van een termijn van vier jaar, welke ingaat op de dag waarop de vorige verkiezing heeft plaatsgehad.

Indien de zondag bedoeld in het voorgaande lid samenvalt met een wettelijke feestdag, wordt de verkiezing naar de volgende zondag verschoven. »

ANNEXE

Avis de la section d'administration du Conseil d'Etat, VI^e chambre, sur demande formulée le 20 janvier 1984 par le Ministre de l'Intérieur, en application de l'article 9 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 (A. 31.152/VI-9-914).

Par lettre du 20 janvier 1984, le Ministre de l'Intérieur demande à la section d'administration, en application de l'article 9 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, son avis « sur la compatibilité de l'article 240 du Code électoral — tel qu'il a été modifié par la loi du 5 juillet 1976 — avec les articles 51 et 55 de la Constitution », question dont il est dit qu'elle n'est pas litigieuse et qui est développée dans les termes suivants :

« Selon ces dispositions constitutionnelles, les membres de la Chambre des Représentants aussi bien que les sénateurs sont élus pour quatre ans. Or, selon l'article 240 du Code électoral, le premier renouvellement ordinaire suivant un renouvellement intégral extraordinaire a lieu soit pour les deux Chambres, soit pour celle qui seule a été renouvelée extraordinairement, au mois de mai de la quatrième année qui suit l'expiration de l'année au cours de laquelle le renouvellement intégral extraordinaire a eu lieu.

Cette disposition légale donne lieu à des difficultés d'interprétation qui proviennent essentiellement du fait que l'on peut donner aux mots « renouvellement intégral extraordinaire » deux sens différents. On peut soutenir que le législateur a visé la date des élections mais rien, dans les travaux parlementaires, ne vient accréditer cette thèse et l'article 239 permet même de la combattre. On peut également soutenir que le renouvellement intégral extraordinaire n'est acquis que lorsque le Sénat est entièrement constitué, c'est-à-dire lorsque non seulement les élus directs mais aussi les provinciaux et les cooptés ont été désignés. Il faudrait, en d'autres termes, que le Sénat ait constitué son bureau (cf. Wigny, *Cours de droit constitutionnel*, p. 215).

Le même article 240 du Code électoral est susceptible en outre de donner aux législatures des durées différentes, tellement différentes même que l'on se demande si elles sont compatibles avec les dispositions constitutionnelles. A titre d'exemple, je cite les élections du 8 novembre 1981 qui ont fait suite à la dissolution anticipée des Chambres suite à la déclaration de révision de la Constitution du 5 octobre 1981. Suite à ces élections, les sénateurs cooptés ont été désignés le 7 décembre 1981. Le renouvellement intégral extraordinaire a donc été acquis à cette date.

Le délai de quatre années dont question à l'article 240 du Code électoral a donc commencé à courir le 1^{er} janvier 1982 de manière telle que, sauf nouvelle dissolution anticipée, les prochaines élections devront être organisées en mai 1985. Si le renouvellement intégral extraordinaire avait eu lieu après le 1^{er} janvier 1982, les élections auraient dû être organisées en mai 1986.

Dans le premier cas, la législature aura duré plus ou moins trois ans et six mois, dans le deuxième cas, elle aurait duré quatre ans et six mois.

S'il résulte effectivement de l'analyse qui précède qu'il y a une certaine incompatibilité entre le texte législatif et le prescrit constitutionnel, il deviendrait indispensable de modifier le Code électoral — ainsi que la loi électorale provinciale — sur ce point.

... "



BIJLAGE

(onofficiële vertaling)

Advies van de afdeling administratie van de Raad van State, Vle kamer, over een verzoek geformuleerd op 30 januari 1984 door de Minister van Binnenlandse Zaken, met toepassing van artikel 9 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 (A. 31.152/VI-9-914)

Bij brief van 20 januari 1984, verzoekt de Minister van Binnenlandse Zaken de afdeling administratie, met toepassing van artikel 9 op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, om haar advies « over de overeenstemming van artikel 240 van het Kieswetboek — zoals gewijzigd door de wet van 5 juli 1976 — met de artikelen 51 en 55 van de Grondwet », een aangelegenheid waarvan gezegd wordt dat zij niet betwist wordt en die wordt uiteengezet in de volgende bewoordingen :

« Volgens die grondwetsbepalingen worden de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers zowel als de senatoren voor vier jaar gekozen. Volgens artikel 240 van het Kieswetboek nu heeft de eerste gewone vernieuwing na een buitengewone algehele vernieuwing plaats, hetzij voor beide Kamers, hetzij voor de Kamer die buitengewoon vernieuwd werd, in de maand mei van het vierde jaar dat volgt op het jaar tijdens hetwelk de buitengewone algehele vernieuwing heeft plaats gehad.

Die wetsbepaling geeft aanleiding tot interpretatiemoeilijkheden, die in hoofdzaak hieraan te wijten zijn dat aan de woorden « buitengewone algehele vernieuwing » twee verschillende berekenissen kunnen worden gegeven. Men kan stellen dat de wergever bedoeld heeft op de datum van de verkiezingen, maar niets in de parlementaire werkzaamheden bevestigt dat standpunt en artikel 239 maakt het zelfs mogelijk het te bestrijden. Men kan eveneens staande houden dat de buitengewone algehele vernieuwing pas een voldongen feit is wanneer de Senaat volkomen is samengesteld, d.w.z. wanneer niet alleen de rechtstreeks gekozen maar ook de provinciale en de gecoöpteerde senatoren zijn aangewezen. Met andere woorden, het is nodig dat de Senaat zijn bureau heeft samengesteld (cf. Wigny, *Cours de droit constitutionnel*, blz. 215).

Hetzelfde artikel 240 van het Kieswetboek kan bovendien aan de zittingstermijnen een uiteenlopende duur verlenen, zo uiteenlopend zelfs dat men zich afvraagt of hij nog verenigbaar is met de Grondwetsbepalingen. Ik noem bijvoorbeeld de verkiezingen van 8 november 1981, gehouden na de voortijdige ontbinding van de Kamers als gevolg van de verklaring tot herziening van de Grondwet van 5 oktober 1981. Na die verkiezingen zijn de gecoöpteerde senatoren aangewezen op 7 december 1981. De buitengewone algehele vernieuwing is dus op die datum uitgevoerd.

De termijn van vier jaar, waarvan sprake is in artikel 240 van het Kieswetboek, ging dus in op 1 januari 1982, zodat de eerstvolgende verkiezingen, behoudens voortijdige ontbinding, zullen moeten gehouden worden in mei 1985. Indien de buitengewone algehele vernieuwing had plaatsgehad na 1 januari 1982, dan hadden de verkiezingen moeten worden gehouden in mei 1986.

In het eerste geval zal de zittingstermijn min of meer drie jaar en zes maanden belopen, in het tweede geval zou hij vier jaar en zes maanden hebben geduurd.

Indien uit de bovenstaande analyse werkelijk blijkt dat er eenzekere onverenigbaarheid bestaat tussen de wettekst en het voorschrift van de Grondwet, dan zou het Kieswetboek — alsmede de wet op de provincieraadsverkiezingen — op dit punt moeten worden gewijzigd.

... "



Si la demande d'avis devait être comprise comme portant sur la constitutionnalité de l'article 240 du Code électoral au regard notamment des articles 51 et 55 de la Constitution, la section d'administration devrait se déclarer incompétente car la question posée ne serait ni une question ni une affaire « d'ordre administratif » au sens de l'article 9 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, ni une difficulté ou contestation qu'il appartient, au sens de l'article 8 des mêmes lois coordonnées, au pouvoir exécutif « de résoudre ou de trancher ».

Il faut donc interpréter la demande d'avis comme portant sur la date à laquelle les prochaines élections législatives doivent être organisées; ainsi précisée, la demande d'avis a pour objet une question d'ordre administratif qui entre dans la compétence d'avis du Conseil d'Etat.



La Constitution dispose en son article 51 :

« Les membres de la Chambre des représentants sont élus pour quatre ans.

La Chambre est renouvelée tous les quatre ans. »

Et en son article 55 :

« Les sénateurs sont élus pour quatre ans. Le Sénat est renouvelé intégralement tous les quatre ans. »

Ces règles sont reprises dans les articles 237 et 238 du Code électoral. Les articles 239 et 240 du même Code en précisent les modalités d'application.

L'article 239 dispose :

« Le mandat des membres des Chambres législatives prend fin normalement :

Pour les membres de la Chambre des représentants et du Sénat nommés par l'élection directe, à la date fixée par l'article 105 pour la réunion ordinaire des collèges électoraux appelés à pourvoir au remplacement des représentants et des sénateurs sortants;

Pour les sénateurs élus par les conseils provinciaux, à la date fixée en application de l'article 216 pour leur remplacement;

Pour les sénateurs choisis par le Sénat, la veille de la première réunion ordinaire ou extraordinaire du Sénat renouvelé. »

Tandis que l'article 240 dispose :

« Le premier renouvellement ordinaire suivant un renouvellement intégral extraordinaire a lieu soit pour les deux Chambres, soit pour celle qui, seule, a été renouvelée extraordinairement au mois de mai de la quatrième année qui suit l'expiration de l'année au cours de laquelle le renouvellement intégral extraordinaire a eu lieu. »

Cette dernière disposition est le résultat d'une modification du texte antérieur par la loi du 5 juillet 1976. On peut lire dans l'exposé des motifs (1) le commentaire suivant, qui est reproduit presque textuellement dans le rapport au Sénat (2) et dans le rapport à la Chambre (3) :

« L'article 240 actuel du Code électoral suscite des controverses quant à son interprétation.

Cet article précise que les élections ordinaires suivant un renouvellement intégral extraordinaire du Parlement ont lieu au mois de mai qui suit la quatrième session ordinaire et que la session ordinaire est celle dans laquelle les Chambres ont voté le budget des Voies et Moyens.

(1) Doc. parl. Sénat 696 (1975-1976) - n° 1, p. 11.

(2) Doc. 696-2, p. 10.

(3) Doc. parl. Chambre 842 (1975-1976) - n° 14, p. 17.

Indien het verzoek om advies moet worden begrepen als slaande op de grondwettigheid van artikel 240 van het Kieswetboek, met name gelet op de artikelen 51 en 55 van de Grondwet (zou de afdeling administratie zich onbevoegd moeten verklaren, want de gestelde vraag zou noch een zaak noch een aangelegenheid « van administratieve aard » zijn, in de zin van artikel 9 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, noch een moeilijkheid of betwisting « waarvan de oplossing of de beslechting » krachtens artikel 8 van dezelfde gecoördineerde wetten tot de bevoegdheid der uitvoerende macht behoort.

Men moet dus het verzoek om advies interpreteren als slaande op de datum waarop de eerstvolgende parlementsverkiezingen moeten worden gehouden; aldus nauwkeuriger bepaald heeft het verzoek om advies betrekking op een zaak van administratieve aard die tot de bevoegdheid van de Raad van State behoort.



Artikel 51 van de Grondwet bepaalt het volgende :

« De leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers worden gekozen voor vier jaar.

De Kamer wordt om de vier jaar hernieuwd. »

En artikel 55 ervan luidt als volgt :

« De senatoren worden gekozen voor vier jaar. De Senaat wordt om de vier jaar geheel vernieuwd. »

Die regels worden overgenomen in de artikelen 237 en 238 van het Kieswetboek. De artikelen 239 en 240 van hetzelfde Wetboek bepalen de wijze van toepassing ervan.

Artikel 239 bepaalt het volgende :

« Het mandaat van de leden der Wetgevende Kamers eindigt normaal :

Voor de rechtstreeks gekozen leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en van de Senaat, op de dag bij artikel 105 vastgesteld voor de gewone vergadering van de kiescolleges die in de vervanging van de aftredende volksvertegenwoordigers en senatoren moeten voorzien;

Voor de door de provincieraden gekozen senatoren op de dag overeenkomstig artikel 216 bepaald voor hun vervanging;

Voor de door de Senaat gekozen senatoren, daags vóór de eerste gewone of buitengewone zitting van de vernieuwde Senaat. »

Terwijl artikel 240 bepaalt :

« De eerste gewone vernieuwing na een buitengewone algehele vernieuwing heeft plaats, hetzij voor beide Kamers, hetzij voor de Kamer die buitengewoon vernieuwd werd, in de maand mei van het vierde jaar dat volgt op het jaartijdens hetwelk de buitengewone algehele vernieuwing heeft plaatsgehad. »

Deze laatste bepaling is het resultaat van een wijziging van een wijziging van een vroegere tekst door de wet van 5 juli 1976. In de memorie van toelichting (1) staat het volgende commentaar te lezen, dat nagenoeg letterlijk wordt overgenomen in het verslag van de Senaat (2) en in het verslag van de Kamer (3) :

Het huidige artikel 240 van het Kieswetboek doet, wat zijn interpretatie betreft, twistpunten ontstaan.

Dit artikel bepaalt dat de gewone verkiezingen die op een buitengewone algehele vernieuwing van het Parlement volgen, plaatshebben in de maand mei na de vierde gewone zitting en dat de gewone zitting deze is waarin de Kamers de Rijksmiddelenbegroting hebben aangenomen.

(1) Gedr. Stuk Senaat 696 (1975-1976) - nr. 1, blz. 11.

(2) Gedr. Stuk 696/2, blz. 10.

(3) Gedr. Stuk Kamer 842 (1975-1976) - nr. 14, blz. 17.

Afin d'éviter toute équivoque et d'assurer que la durée de la législature (quatre ans) ne puisse pas être éventuellement prolongée au gré du pouvoir exécutif (auquel revient le droit de clôturer la session ordinaire et de préparer le budget), l'article 240 nouveau précise que les élections ordinaires suivant un renouvellement intégral extraordinaire ont lieu « au mois de mai de la quatrième année qui suit l'expiration de l'année au cours de laquelle le renouvellement intégral extraordinaire a eu lieu. »

L'article 240, adopté à la suite de la suppression des renouvellements partiels des assemblées prévus dans les lois des 3 mars 1831 et 10 avril 1835, s'inspire néanmoins, pour déterminer le moment des élections en vue du renouvellement des Chambres, de la même conception de fonctionnement des institutions. Cette conception diffère sur deux points de la situation actuelle. En effet, les dissolutions anticipées qui, à l'estime du législateur, devaient être exceptionnelles, sont devenues la règle; il n'a pas été tenu d'élections ordinaires depuis 1936 et, quant aux législatures qui sont arrivées à leur terme, elles ont pris fin par des dissolutions consécutives à des déclarations de révision constitutionnelle. D'autre part, les sessions parlementaires qui étaient relativement brèves, sont devenues permanentes. On peut concevoir que la fréquence des dissolutions anticipées et la quasi-permanence du temps de session des Chambres entraînent une révision des conceptions qui ont inspiré le texte de l'article 240 du Code électoral et fassent adopter une législation plus proche des prescrits constitutionnels. Il convient de rappeler, à cet égard, deux propositions de loi déposées l'une au Sénat, le 31 janvier 1984, par MM. Watheler et autres (1) et la seconde, le 16 février 1984, à la Chambre, par MM. Coppieters et Bourgeois (2). La première de ces propositions remplace le texte actuel de l'article 105 (3) du Code électoral par le texte suivant :

« La réunion ordinaire des collèges électoraux pour pourvoir au remplacement des représentants et sénateurs sortants a lieu, à l'expiration de quatre années, le dimanche qui précède la date anniversaire de l'élection législative précédente.

Si cette date coïncide avec un jour férié, l'élection législative est remise au dimanche suivant. »

Cette proposition est motivée par les considérations suivantes :

« Le texte actuel de l'article 105 du Code électoral relatif aux élections législatives n'est pas conforme au prescrit constitutionnel. Les articles 51 et 55 de la Constitution sont impératifs : les membres de la Chambre des représentants et les sénateurs « sont élus pour quatre ans. »

Retenir une date unique, le quatrième dimanche de mai, peut avoir pour effet de réduire considérablement une législature et ne correspond pas au contenu des dispositions constitutionnelles susvisées.

Aujourd'hui davantage qu'hier, il est souhaitable de maintenir, dans l'intérêt du pays, une législature de quatre années conformément au vœu du constituant.

Dans tous les pays démocratiques, la proximité des élections rend relativement difficile l'action des gouvernements et le travail des Chambres législatives : il convient dès lors, en cas de renouvellement normal de celles-ci, de respecter scrupuleusement la durée de quatre ans inscrite dans la Constitution. »

La seconde proposition remplace l'article 105 du Code électoral par le texte suivant :

(1) Sénat, session de 1983-1984, 645, n° 1.

(2) Chambre, session de 1983-1984, 861, n° 1.

(3) Le texte est le suivant :

« La réunion ordinaire des collèges électoraux pour pourvoir au remplacement des représentants et sénateurs sortants a lieu le quatrième dimanche de mai, à moins que cette date ne soit celle du dimanche de Pentecôte, auquel cas l'élection législative est remise au dimanche suivant. »

Ten einde elke dubbelzinnigheid uit te sluiten en te waarborgen dat de duur van de wetgevende periode (vier jaar) niet zou kunnen verlengd worden naar willekeur van de uitvoerende macht (aan wie het recht tot sluiting van de gewone zitting en het voorbereiden van de begroting toekomt) bepaalt het nieuw artikel 240 dat de gewone verkiezingen die volgen op een buitengewone algehele vernieuwing plaatshebben « in de maand mei van het vierde jaar dat volgt op het jaar tijdens hetwelk de buitengewone algehele vernieuwing heeft plaatsgehad ».

Artikel 240, dat werd aangenomen na de opheffing van de gedeeltelijke vernieuwingen van de vergaderingen, bepaald door de wetten van 3 maart 1831 en 10 april 1835, steunt evenwel, wat betreft de vaststelling van het tijdstip van de verkiezingen met het oog op de vernieuwing van de Kamers, op dezelfde opvatting inzake werking van de instellingen. Die opvatting verschilt op twee punten van de huidige toestand. Want de voortijdige ontbindingen die, naar het oordeel van de wetgever, de uitzondering moesten blijven, zijn de regel geworden; sedert 1936 zijn geen gewone verkiezingen gehouden en, wat betreft de zittingstermijnen die hun eindpunt hebben bereikt, zij hebben een einde genomen door ontbindingen die volgden op verklaringen tot herziening van de Grondwet. De parlementaire zittingen, dieb etrekkelijk kort waren, zijn bovendien permanent geworden. Men kan zich voorstellen dat de frekwentie van de voortijdige ontbindingen en de vrijwel permanente zittingstijd van de Kamers leiden tot een herziening van de opvattingen die ten grondslag lagen aan de tekst van artikel 240 van het Kieswetboek en tot een wetgeving die nauwer aansluit bij de grondwetsbepalingen. In dit opzicht moet worden gewezen op twee voorstellen van wet ingediend, de eerste in de Senaat op 31 januari 1984 door de heren Watheler c.s. (1) en de tweede op 16 februari 1984 in de Kamer door de heren Coppieters en Bourgeois (2). Het eerste voorstel vervangt de huidige tekst van artikel 105 (3) van het Kieswetboek als volgt :

« De gewone vergadering van de kiescolleges voor de vervanging van de aftredende volksvertegenwoordigers en senatoren heeft plaats, na verloop van vier jaar, op de zondag die voorafgaat aan de verjaardag van de vorige parlementsverkiezing.

Indien die datum op een feestdag valt, wordt de parlementsverkiezing uitgesteld tot de volgende zondag. »

De huidige tekst van artikel 105 van het Kieswetboek betreffende de parlementsverkiezingen is niet in overeenstemming met de grondwettelijke bepalingen. De artikelen 51 en 55 van de Grondwet zijn gebiedende voorschriften : de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers en senatoren « worden gekozen voor vier jaar ».

Een enkele datum, de vierde zondag in mei, bepalen, kan tot gevolg hebben dat de zittingstermijn aanzienlijk wordt ingekort en niet meer voldoet aan de eis van de voornoemde grondwetsbepalingen.

Het is thans meer dan vroeger gewenst om in het belang van het land een vierjarige zittingstermijn te handhaven, zoals de grondwetgever het gewild heeft.

In alle democratische landen worden de actie van de Regering en het werk van de Wetgevende Kamers vrij moeilijk wanneer de verkiezingen naderbij komen : bij een normale vernieuwing van die Kamer behoort derhalve de duur van vier jaar, zoals die is vastgelegd in de Grondwet, schroomvallig in acht te worden genomen.

Het tweede voorstel vervangt artikel 105 van het Kieswetboek als volgt :

(1) Senaat, zitting 1983-1984, 645, nr. 1.

(2) Kamer, zitting 1983-1984, 861, nr. 1.

(3) De tekst luidt als volgt :

« De gewone vergadering van de kiescolleges voor de vervanging van de aftredende volksvertegenwoordigers en senatoren heeft plaats de vierde zondag van mei, tenzij die dag Pinksterzondag is, in welk geval de parlementsverkiezing tot de volgende zondag wordt uitgesteld. »

« La réunion des collèges électoraux pour pourvoir au remplacement des représentants et sénateurs lors du renouvellement de la Chambre et du Sénat ou de l'une de ces deux Chambres, tant un renouvellement ordinaire qu'un renouvellement intégral extraordinaire, a lieu le dimanche qui précède le quatrième jour anniversaire de ce renouvellement ordinaire ou de ce renouvellement intégral extraordinaire.

Lorsque ce dimanche coïncide avec un jour férié légal, l'élection est avancée d'une semaine. »

Elle abroge, en outre, l'article 240 du Code électoral. Elle est motivée notamment par les développements suivants :

« ... Il est clairement établi dans la Constitution que la durée normale d'une législature ordinaire est de quatre ans sous réserve du droit de dissolution reconnu au Roi à l'article 71.

L'application des articles 105 et 240 du Code électoral a pour conséquence que dans certaines circonstances, ces dispositions constitutionnelles sont sans effet au niveau de la législation électorale... Ces dispositions impliquent que la durée de la législature consécutive à une dissolution anticipée peut varier entre trois ans et cinq mois et quatre ans et cinq mois, suivant que les élections anticipées préalables ont eu lieu avant ou après le 1^{er} janvier.

Cela n'est manifestement pas conforme aux dispositions constitutionnelles des articles 51 et 55... »



L'article 240 du Code électoral détermine l'époque à laquelle les élections ordinaires doivent être organisées par référence « à l'année au cours de laquelle le renouvellement intégral extraordinaire a eu lieu ».

Pour déterminer ce qu'il faut entendre par « renouvellement intégral extraordinaire », il y a lieu d'examiner à quel moment une assemblée est intégralement renouvelée à la suite d'élections ordinaires.

Le renouvellement des assemblées parlementaires est une opération qui comporte la sortie de charge des membres sortants, les élections et l'entrée en fonction des nouveaux élus.

La date d'expiration du mandat des membres des Chambres législatives est fixée par l'article 239 du Code électoral. C'est, pour les députés et sénateurs élus directement, la date des élections; pour les sénateurs provinciaux, la date de l'élection par le conseil provincial, et pour les sénateurs cooptés, la veille de la première réunion du Sénat renouvelé.

La date de l'élection des députés et sénateurs élus directement est déterminée par l'arrêté royal convoquant les collèges électoraux, celle de l'élection par le conseil provincial des sénateurs provinciaux, par l'arrêté royal convoquant les conseils provinciaux. L'élection des sénateurs cooptés a lieu à la première ou à la deuxième séance du Sénat renouvelé.

Enfin, l'entrée en fonction des nouveaux élus a lieu, en vertu de l'article 236 du Code électoral, immédiatement après la vérification de leurs pouvoirs et leur prestation de serment. A la Chambre, la vérification des pouvoirs de ses membres a lieu lors de la première réunion. Il en va de même au Sénat pour les sénateurs élus directement et pour les sénateurs provinciaux, tandis que les sénateurs cooptés sont généralement élus et installés lors de la deuxième séance du Sénat.

Il en résulte que le renouvellement des Chambres se produit non pas le jour des élections mais au moment où tous les nouveaux membres des deux assemblées ont prêté serment.

« De vergadering van de kiescolleges voor de vervanging van de volksvertegenwoordigers en senatoren bij de vernieuwing, van de Kamer en van de Senaat of van één van beide, zowel na een gewone als na een buitengewone algehele vernieuwing heeft plaats op de zondag die de vierde verjaardag van die gewone of buitengewone algehele vernieuwing voorafgaat.

Valt die zondag samen met een wettelijke feestdag, dan wordt de verkiezing met een week vervroegd. »

Het heft bovendien artikel 240 van het Kieswetboek op. De toelichting luidt onder meer als volgt :

« ... Het is een duidelijke grondwettelijke regel dat de duur van een gewone wetgevende legislatuur normaal vier jaar dient te duren, onder voorbehoud van het ontbindingsrecht van de Koning zoals bepaald in artikel 71.

De toepassing van de artikelen 105 en 240 van het Kieswetboek brengt mede dat in bepaalde omstandigheden de grondwettelijke bepalingen hun uitwerking niet krijgen in de kiesvergeving... Die beschikkingen brengen mede dat de duur van de legislatuur die volgt op een voortijdige ontbinding kan schommelen tussen drie jaar en vijf maanden en vier jaar en vijf maanden, naargelang de voorafgaande vervroegde verkiezingen hebben plaatsgehad vóór of na 1 januari.

Dit is duidelijk niet in overeenstemming met de grondwettelijke bepalingen van de artikelen 51 en 55... »



Artikel 240 van het Kieswetboek bepaalt het tijdvak waarin de gewone verkiezingen moeten worden gehouden onder verwijzing naar « het jaar tijdens hetwelk de buitengewone algehele vernieuwing heeft plaatsgehad ».

Om aan te geven wat moet worden verstaan onder « buitengewone algehele vernieuwing » moet worden onderzocht op welk tijdstip een vergadering geheel vernieuwd wordt na gewone verkiezingen.

De vernieuwing van de parlementaire vergaderingen is een verrichting die omvat de aftreding van de leden, de verkiezingen en de ambtsaanvaarding van de nieuw gekozenen.

De datum van het verstrijken van het mandaat van de leden van de Wetgevende Kamers wordt vastgesteld door artikel 239 van het Kieswetboek. « Voor de volksvertegenwoordigers en de rechtstreeks gekozen senatoren is het de datum van de verkiezingen, voor de provinciale senatoren is het de datum van de verkiezing door de provincieraad en voor de gecoöpteerde senatoren is het de dag voor de eerste vergadering van de vernieuwde Senaat.

De datum van de verkiezing van de volksvertegenwoordigers en rechtstreeks gekozen senatoren wordt vastgesteld door het koninklijk besluit dat de kiescolleges bijeenroept, die van de verkiezing, door de provincieraad, van de provinciale senatoren, door het koninklijk besluit dat de provincieraden bijeenroept. De verkiezing van de gecoöpteerde senatoren heeft plaats op de eerste of de tweede vergadering van de vernieuwde Senaat.

De ambtsaanvaarding van de nieuw gekozenen tenslotte heeft artikel 236 van het Kieswetboek plaats onmiddellijk na het onderzoek van hun geloofsbrief en hun eedaflegging. In de Kamer heeft het onderzoek van de geloofsbrief van de leden plaats bij de eerste vergadering. Dit geldt ook voor de Senaat voor de rechtstreeks gekozen senatoren en voor de provinciale senatoren, terwijl de gecoöpteerde senatoren doorgaans worden gekozen en geïnstalleerd op de tweede vergadering van de Senaat.

Hieruit volgt dat de vernieuwing van de Kamers zich voordoet niet op de dag van de verkiezingen, maar op het tijdstip dat alle nieuwe leden van beide vergaderingen de eed hebben afgelegd.

En effet, les élections n'ont pas pour effet, par elles-mêmes, de renouveler les assemblées parlementaires.

D'une part, les élections en vue de renouveler le Sénat ont lieu à trois dates différentes.

D'autre part, à la Chambre comme au Sénat, certains élus peuvent renoncer à leur mandat, d'autres doivent opter entre leur mandat parlementaire et une fonction qui serait incompatible avec celui-ci et, enfin, les opérations électorales peuvent faire l'objet de contestation. De plus, suivant l'article 240 du Code électoral, le délai de quatre ans court à partir de l'expiration de l'année au cours de laquelle le renouvellement intégral (1) a eu lieu, ce qui confirme que les nouveaux parlementaires doivent être, non pas élus mais installés dans leurs fonctions pour que les Chambres soient renouvelées.

Les principes relatifs à un renouvellement ordinaire s'appliquent également à un renouvellement extraordinaire et, par conséquent, au renouvellement extraordinaire des Chambres à la suite des élections du 8 novembre 1981. Comme les membres de la Chambre des Représentants ont prêté serment à la séance du 24 novembre 1981 et les sénateurs cooptés à la séance du Sénat du 7 décembre 1981, il en résulte que, conformément à l'article 240 du Code électoral, le renouvellement ordinaire de la Chambre et du Sénat doit se faire au mois de mai de la quatrième année à partir du 31 décembre 1981, c'est-à-dire au cours du mois de mai 1985.

Si, par hypothèse, le Sénat n'avait pu être renouvelé intégralement qu'au cours du mois de janvier 1982, le renouvellement ordinaire de cette assemblée aurait dû se faire en mai 1986, alors que celui de la Chambre des Représentants aurait dû avoir lieu en mai 1985.

Il s'ensuit que, suivant le moment où se réalise le renouvellement ordinaire ou extraordinaire de chacune des assemblées parlementaires, non seulement la durée du mandat parlementaire pourrait être inférieure ou supérieure au délai prévu par les articles 51 à 55 de la Constitution mais, en outre, le renouvellement de chacune de ces assemblées pourrait se produire à des dates différentes. Une telle situation est la conséquence des règles inscrites dans les articles 105 et 240 du Code électoral. Les propositions de loi précitées tendent à remédier à cette situation.

Avis donné le 11 avril 1984, sur rapport de M. l'auditeur LEROY, par la VI^e chambre du Conseil d'Etat, composée de :

Messieurs : REMION, premier président du Conseil d'Etat;
STRYCKMANS et CLOSSET, conseillers d'Etat;
Madame : DUPONT, greffier.

De verkiezingen op zichzelf hebben namelijk niet als uitwerking dat de parlementaire vergaderingen worden vernieuwd.

Enerzijds hebben de verkiezingen voor de vernieuwing van de Senaat plaats op drie verschillende datums.

Anderzijds kunnen, in de Kamer zowel als in de Senaat, bepaalde gekozenen afzien van hun mandaat, anderen moeten kiezen tussen hun parlementair mandaat en een ambt dat hiermee onverenigbaar zou zijn en tenslotte kunnen de kiesverrichtingen worden betwist. Bovendien gaat, volgens artikel 240 van het Kieswetboek, de termijn van vier jaar in vanaf het verstrijken van het jaar waarin de algehele vernieuwing (1) heeft plaatsgehad, hetgeen bevestigt dat de nieuwe parlementsleden niet moeten gekozen maar wel in hun functie geïnstalleerd zijn, opdat de Kamers zouden vernieuwd zijn.

De beginselen betreffende een gewone vernieuwing gelden ook voor een buitengewone vernieuwing en, bijgevolg, voor de buitengewone vernieuwing van de Kamers na de verkiezingen van 8 november 1981. Daar de leden van de kamer van Volksvertegenwoordigers de eed hebben afgelegd ter vergadering van 24 november 1981 en de gecoöpteerde senatoren ter vergadering van de Senaat van 7 december 1981, volgt hieruit dat, overeenkomstig artikel 240 van het Kieswetboek, de gewone vernieuwing van de Kamer en de Senaat moet plaatshebben in de maand mei van het vierde jaar te rekenen van 31 december 1981, dat wil zeggen in de loop van de maand mei 1985.

Gesteld dat de Senaat eerst in de loop van de maand januari 1982 had kunnen worden vernieuwd, dan zou de gewone vernieuwing van die vergadering moeten hebben plaatsgehad in mei 1986, terwijl die van de Kamer van Volksvertegenwoordigers zou moeten hebben plaatsgehad in mei 1985.

Hieruit volgt dat, al naar het tijdstip waarop de gewone of buitengewone vernieuwing van elk van de parlementaire vergaderingen plaatsheeft, niet alleen de duur van het parlementair mandaat korter of langer zou kunnen zijn dan de termijn bepaald door de artikelen 51 tot 55 van de Grondwet, maar dat bovendien de vernieuwing van elk van die vergaderingen zou kunnen plaatshebben op verschillende datums. Een dergelijke toestand is het gevolg van de regels vervat in de artikelen 105 en 240 van het Kieswetboek. De voornoemde voorstellen van wet strekken om die toestand te verhelpen.

Advies verstrekt op 11 april 1984, op verslag van de heer auditeur LEROY, door de VI^e Kamer van de Raad van State, bestaande uit :

De heren : REMION, eerste voorzitter van de Raad van State;
STRYCKMANS en CLOSSET, staatsraden;
Mevrouw : DUPONT, griffier.

(1) On retrouve les termes « renouvellement intégral des « Chambres législatives » dans les articles 29, 32, 50 et 51 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. Au sujet de la signification de ces termes, voyez F. Delpérée : *Chroniques de crise*, p. 174.

(1) De uitdrukking « algehele vernieuwing van de Wetgevende Kamers » wordt aangetroffen in de artikelen 29, 32, 50 en 51 van de wet bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980. In verband met de betekenis van die termen, zie F. Delpérée : *« Chroniques de crise »*, blz. 174.